

liste. A Carmaux, comme à Ouchba, j'ai éprouvé que la solidarité est un moyen de survivre et donne à la vie une autre dimension. Plus tard, je la retrouverai aussi en prison.

Le retour sur Alger

Notre avocat, Maître Thuveny, avait obtenu que la décision qui nous bannissait de toute l'Algérie soit annulée, mais elle avait été remplacée par une nouvelle décision qui nous interdisait l'Oranie. Djilali est venu nous chercher à Rosières et nous sommes rentrés sur Alger avec nos enfants, sans être sûrs qu'on nous autoriserait à débarquer. Mais tout s'est bien passé.

J'avais quitté Rosières le 4 janvier 1956, à une époque où il faisait si froid que le linge gelait sur les cordes où je l'étendais pour sécher et devenait raide comme de la tôle.

Après la traversée en bateau, l'arrivée à Alger a été un éblouissement : la baie d'Alger d'abord, puis la plage d'Aïn-Taya⁽¹⁾ sous le soleil, le ciel bleu pur, le temps doux et ce premier bain délicieux, revigorant.

Nous nous sommes installés dans la joie du retour, appréciant ce nouvel aspect de l'Algérie, la mer après la montagne. Notre salaire avait été rétabli, mais nous n'avions pas été affectés à un nouveau poste, l'année scolaire étant trop avancée.

Mes activités militantes devenaient clandestines. Mais elles étaient encore réduites, ce qui me permettait de prendre un peu de bon temps à la plage avec mes enfants, tout en joignant l'utile à l'agréable : la plage abrite bien les rencontres clandestines et la mer éloigne les oreilles indiscrettes.

Nous pouvions encore recevoir des amis sans trop nous compromettre réciproquement. C'est ainsi que nous avons rencontré les Rahmani, un couple très sympathique, d'ardents nationalistes, qui étaient aussi communistes. Ils étaient gardiens d'une colonie de vacances. Nous allions souvent les voir.

Brahim Chouider militait activement dans ce secteur. Il habitait aux Heuraoua, près de Surcouf. Ses enfants, Abdellah, Khedidja, Kheireddine, Faouzia, Hafida et Abdelkrim, avaient les mêmes âges que les nôtres, sa femme Fatma était charmante. Les deux

(1) Ne pas confondre Aïn-Tava, près d'Alger, et Aïn Fezza, près de Tlemcen.

familles avaient plaisir à se rencontrer et sont restées liées. C'est lui qui a coupé pour la première fois les cheveux de mon fils Saïd, qui était pourtant déjà grand. On avait fêté ensemble l'événement.

C'est à Aïn Taya que j'ai revu pour la dernière fois Sid Ahmed Inal, que j'avais bien connu à Tlemcen, et qui était venu me rendre visite quand j'étais exilée à Rouen. Lui-même terminait à Paris des études d'Histoire. C'était un intellectuel, un vrai, sans que cela gêne en rien son naturel et sa simplicité. Affable, doué d'un humour subtil, il était authentique, équilibré, capable d'aller jusqu'au bout de sa vérité, et c'est ce qu'il a fait. En nous quittant, il est retourné au maquis du côté de Tlemcen, et il y a été tué dans des circonstances affreuses.

Il était accompagné de son amie, Colette Grégoire, que je retrouverai en prison un an plus tard, et, après l'indépendance, à l'Assemblée Nationale⁽¹⁾, où elle venait assister aux débats sur un sujet qui lui tenait à cœur, le code de la nationalité⁽²⁾.

Mon mari était le responsable pour Alger des « Combattants de la Libération », organisation armée du PCA⁽³⁾, et j'étais son agent de liaison. Mes activités, d'abord limitées, se sont peu à peu élargies dans le cadre de la lutte qui s'intensifiait. Je transmettais des instructions orales ou écrites, je ramenaï des rapports, je transportais des faux-papiers, des hommes qui devaient se planquer ou changer de planque, des armes et, plus tard, des bombes. La tâche m'était grandement facilitée parce que j'étais une femme, d'origine européenne et d'aspect inoffensif. On me désignait, quand c'était nécessaire, sous le nom de Gil, que j'avais moi-même choisi. Mais l'usage systématique des « noms de guerre » se retournait contre

(1) J'y étais secrétaire des débats, et mon mari député.

(2) Elle était du Constantinois, je crois. Ses parents et ses grands-parents étaient nés et avaient vécu en Algérie, terre qu'elle n'avait jamais quittée. Elle avait choisi le parti de l'indépendance et s'était engagée sans réserve. Elle avait perdu des amis proches dans cette guerre. Elle ne pouvait pas accepter, ayant toujours été algérienne, l'étant même doublement par son engagement, de devoir en faire la demande pour qu'on lui reconnaisse cette nationalité. C'était pour elle une obsession. Elle hantait les couloirs de l'Assemblée, discutant avec les uns et les autres. L'adoption d'un code restrictif, qui ne reconnaissait que le « droit du sang », a été pour elle un choc qui l'a marquée. Elle est morte de maladie quelques années après, alors qu'elle avait commencé à écrire un roman où elle abordait ce problème. Son nom d'écrivain est Anna Gréki.

(3) Qui sera intégrée au FLN en juillet/août 1956.

les militants en cas d'arrestation : ils devenaient alors un fil conducteur très utile à la police. Il fallait, ou il aurait fallu, les utiliser le moins possible et les changer souvent.

Les responsables des groupes avec lesquels j'étais en contact réagissaient plus ou moins bien au fait que je sois une femme, mais souvent, ils commençaient par témoigner de la gêne, de la méfiance, de la crainte qu'une femme ne soit pas capable d'assumer correctement cette tâche inhabituelle. Mais quand ils se rendaient compte, à l'usage, qu'elle était fiable, ils en devenaient très fiers et même enthousiastes, passant d'un extrême à l'autre. Il faut dire aussi qu'ils la protégeaient à tout prix : une dizaine de militants avec qui j'étais en contact ont été arrêtés avant moi, et aucun n'a parlé de moi, bien qu'ils aient été torturés. Je crois, d'après les nombreuses discussions que j'ai eues avec mes sœurs, que mon cas n'est qu'un exemple de ce qui se passait le plus souvent.

Par mesure de sécurité, les contacts entre militants sont devenus aussi restreints que possible. Sauf exception, je ne devais connaître que le responsable de chacun des groupes dont j'assurais la liaison. Nous évitions même de rencontrer des amis. Nous avons quitté Aïn Taya pour Bâinem. Mes activités se sont multipliées au fil du temps, notamment après la désertion de l'aspirant Maillot, qui avait emmené avec lui un plein camion d'armes et de munitions, au début de juin 1955. J'ai participé au transport de quelques unes de ces armes, parfois seule, quand il y en avait peu, qui tenaient au fond d'un couffin, recouvertes de légumes, parfois avec Jean Farrugia, qui est mort il y a quelques années.

Il n'avait peur de rien, et son naturel parfait dans les circonstances difficiles contribuait à assurer sa sécurité. Quand il y avait un barrage, il blaguait avec le flic comme si c'était son pote, et passait sans contrôle. Il était plombier et utilisait souvent sa fourgonnette. Un jour, il avait dissimulé sous des tôles des armes à livrer rue Randon. Quand il s'est mis à décharger, les militaires qui patrouillaient dans le secteur ne se sont pas approchés : il ne pouvait pas leur venir à l'esprit qu'un tel raffut camoufle une opération clandestine. Mais le destinataire n'avait quand même pas apprécié la manœuvre, jugée trop voyante. Il avait raison, on s'est donc fait proprement emballer. Plus précisément, j'ai reçu l'engueulade, avec une part à garder pour moi, et l'autre à transmettre à Jeannot, en tant qu'agent de liaison.

Vincent Yvorra⁽¹⁾ était plein de dynamisme, d'énergie et d'initiative. Il contrôlait les groupes de Saint-Eugène et de Notre-Dame d'Afrique qui multipliaient les actes de sabotage sur les poteaux téléphoniques et les transformateurs électriques...

Yahia Briki, sous le nom de Salah, contrôlait au début les seuls groupes d'El Biar et de Ben Aknoun, puis sa responsabilité s'est élargie à l'ensemble des groupes d'Alger. Grand, fort, avec un bras d'une mobilité réduite, il était facilement repérable. Il irradiait une chaleur humaine généreuse et largement offerte. Son aptitude à la communication s'exprimait aussi dans son métier, puisqu'il était journaliste à « Alger-Républicain ». Il me semble qu'à l'époque, il s'occupait particulièrement des problèmes des dockers du port d'Alger. Il m'a fait peur à deux reprises. La première fois, sur le front de mer, à côté de l'Amirauté, une patrouille a foncé droit sur lui pour un contrôle d'identité, je croyais qu'ils allaient l'arrêter et je m'étais éloignée un peu pour qu'ils ne voient pas que j'étais avec lui, mais pas trop, pour voir ce qui allait lui arriver, et je regardais les rats qui se baladaient sur la plage en contrebas. Bon, il s'en est tiré cette fois-là. Récemment, je suis allée voir les travaux de restauration du « Bastion 23 », juste à côté, je me suis penchée pour regarder la mer, et brusquement le souvenir m'a assailli : Yahia, la patrouille et les rats ! Peu après, on était tellement coincés qu'il est venu passer quelques jours chez nous, à Bâinem, au mépris des règles de sécurité les plus élémentaires ; il ne faut pas mettre tous les œufs dans le même panier, mais on n'avait pas le choix, le filet se resserrait autour de nous. Quelques temps plus tard, on avait rendez-vous rue de Tanger, je l'ai attendu un quart d'heure, en circulant discrètement et il n'est pas venu. C'est ainsi que j'ai su qu'il avait été arrêté. Je n'étais pas inquiète pour nous, je savais qu'il ne parlerait pas, mais c'était intolérable d'imaginer les tortures qu'il était en train de subir et de se demander si on le reverrait vivant.

C.D.L./F.L.N.

La décision du PCA de remettre ses forces armées au FLN, sans toutefois se dissoudre en tant que formation politique, a été

(1) Il a quitté l'Algérie en 1972 parce qu'on ne lui avait pas accordé la nationalité algérienne, malgré ses multiples démarches, alors qu'il était marié à une Algérienne.

prise début juillet 1956, et elle a fait l'objet de négociations au cours de l'été. En ce qui concerne les groupes d'Alger, au sein desquels je militais, sans avoir aucun contact avec les autres groupes, je peux affirmer que cet accord FLN/PCA répondait à leurs vœux et a été accueilli avec enthousiasme, malgré tous les problèmes qu'il posait.

Les « Combattants de la Libération » (C.D.L.), ayant choisi un engagement extrême, avaient naturellement aussi des positions extrêmes. Nous n'étions pas toujours d'accord avec la politique menée par le PCA depuis le déclenchement de la Révolution. Nous aurions souhaité qu'il démarre au quart de tour, dès le premier novembre. Mais il est facile aussi de juger après coup et sans tenir compte de l'histoire et de la composition de ce parti : une proportion relativement élevée d'Européens freinait sans doute ses décisions, bien que nombre d'entre eux aient pris des positions d'autant plus courageuses qu'elles allaient à contre-courant du milieu dans lequel ils vivaient. Outre leur participation directe à la lutte, ils ont contribué à légitimer l'action du FLN aux yeux de l'opinion internationale. Beaucoup sont morts au combat, et quelques-uns ont été exécutés par le FLN dans les maquis. Tahar Ouettar en parle dans son roman, « l'As » (En.A.P/Temps Actuels, 1983).

Après avoir récupéré les groupes des CDL, le FLN en avait laissé la structure intacte, au lieu de les éparpiller en les incorporant dans ses propres cellules. Je n'ai jamais été informée des raisons de ce choix, mais je peux imaginer qu'à un souci d'efficacité (ne pas disperser des groupes qui étaient opérationnels), s'ajoutait la crainte de l'influence, jugée négative, qu'ils auraient pu avoir sur les membres FLN des cellules d'accueil. Je crois que la méfiance du FLN envers le PCA et tout ce qui en émanait restait vive⁽¹⁾. En tous cas, ils ont exigé des militants ex-PCA, non pas une lettre de renonciation à toute appartenance et à tout contact avec le PCA jusqu'à l'indépendance, ce qui aurait été normal, mais une lettre

(1) Elle l'est demeurée après la guerre : beaucoup de militants des CDL, et à fortiori du PCA, se sont vu refuser l'attestation de militantisme qu'ils n'ont obtenu que longtemps après. Seul le militantisme au sein du FLN était reconnu, et l'intégration des C.D.L. n'était admise qu'avec réticence. Sur mon attestation communale de militantisme, la période prise en compte (validée) commence le jour de mon incarcération (28/01/57), la ligne « fidad » restant vierge : j'aurais donc été condamnée à mort sans avoir rien fait auparavant qui le justifie. Joli paradoxe (photocopie de l'attestation en annexe). Je ne suis d'ailleurs pas la seule dans ce cas.

de répudiation dans laquelle ils devaient motiver ce reniement par une critique de leur ancien parti pour pouvoir être intégrés dans le FLN. En ce qui me concerne, je tenais à conserver mon appartenance au FLN, qui avait fait l'objet, et d'un choix individuel d'efficacité, et d'un accord entre les deux partis (FLN/PCA), accord dans lequel cette clause n'était évidemment pas prévue. Mais je n'étais pas prête à signer un tel reniement. C'était un sujet d'une actualité brûlante au moment de mon arrestation, qui tombait à point nommé pour m'éviter le dilemme ! Mais j'anticipe.

Nos groupes étaient donc maintenus intacts, mais ils étaient désormais rattachés au responsable FLN de la zone autonome d'Alger, Yacef Saâdi. L'initiative des opérations pouvait venir du sommet ou du groupe lui-même⁽¹⁾ qui restait libre d'élaborer sa propre stratégie, sous réserve de proposer les actions qu'il jugeait possibles et de recevoir un accord de principe et, éventuellement, les moyens nécessaires, avant d'en entreprendre l'exécution. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle le FLN nous avait réclamé des listes écrites des actions accomplies par nos groupes, avec les noms de nos militants, ce qui multipliait dangereusement les risques qu'ils couraient, bien que nous ayons remis les listes des actions, mais sans indiquer les noms⁽²⁾. En fait, les groupes devaient continuer à fonctionner comme avant, tout en changeant d'appartenance, jusqu'à ce que des décisions soient prises les concernant. Mon mari, responsable des « Combattants de la Libération » pour Alger, devait rendre compte à Mokhtar Bouchafa, que je n'ai pas connu à l'époque, remplacé après son arrestation par Moh Arezki Bennaceur, dit Tewfik, avec qui j'ai effectué des liaisons. Il se trouvait à une articulation difficile et nous avons pu apprécier ses qualités ; il ne s'est pas laissé aveugler par un anti-communisme primaire, mais répandu. Il a noué avec nous des rapports d'homme à homme, sans se laisser réduire à un simple degré d'une hiérarchie. Je crois qu'il a su évaluer la sincérité et la valeur de ces groupes, les « Combattants de la Libération », et qu'il a été conscient de l'importance, sinon numérique, du moins réelle, de leur intégration au sein du FLN, qu'il a fait beaucoup d'efforts pour la

(1) Dans les cas où j'ai assuré la transmission, elle venait du groupe qui en avait fait la proposition.

(2) Ces listes, saisies au fil des arrestations, seront présentées à Djilali, pendant son instruction, et serviront de preuves à charge contre lui et contre d'autres militants.

rendre fructueuse, et qu'il a déploré, sans le formuler et sans pouvoir l'éviter, la méfiance et les exigences excessives du FLN à notre égard. C'est l'attitude de cet homme, placé au cœur des contradictions, mais restant ouvert et chaleureux, qui m'a frappée de prime abord. Impression largement confirmée au fil des événements qui se sont bousculés. Il nous a toujours fait confiance, sans aucune restriction, et nous n'en avons jamais démerité. Quand Djilali a été arrêté, une rencontre devait avoir lieu le jour même entre FLN et PCA pour régler des problèmes pendants. Djilali était informé du lieu et de l'heure de la rencontre, puisque c'est lui qui les avait transmis. Tewfik, que je venais d'avertir de l'arrestation de Djilali m'a dit qu'il était sûr que Djilali garderait le secret, et il avait raison. Autre preuve de confiance : il m'a permis d'aller voir ma fille Djamilia, recherchée et planquée chez lui, sachant que je prendrais les précautions nécessaires et que je n'en parlerais pas en cas d'arrestation. De taille moyenne, mince, une moustache noire, un regard chaleureux, simple et avenant, il inspirait une sympathie immédiate. Il était de Dellys, et faisait partie d'une de ces familles, fer de lance de la Révolution, où tout le monde militait. Il est mort sous la torture pour avoir refusé de parler.

Fernand Iveton

C'est en octobre que le groupe du Ruisseau a étudié le projet d'attentat à l'usine à gaz du Hamma, proposé par Fernand Iveton lui-même, et demandé le matériel nécessaire. Je dois à la mémoire d'Iveton de faire le point sur cette action dans laquelle j'ai été étroitement impliquée et qui a suscité une floraison d'affirmations mensongères dans les journaux et les publications plus ou moins mal intentionnées, comme « Histoire », les écrits de Courrière, etc. Einaudi, par contre, a fait l'effort de bien s'informer et de rapporter les faits honnêtement. Le personnage de Fernand Iveton, héros modeste et clairvoyant, méritait une étude. Mais je déplore, dans mes tripes, que la vie et la mort de cet homme, imprégné d'un idéal communiste qui l'a conduit à la lutte anti-colonialiste et à l'adhésion au FLN, aient été utilisées pour faire le procès des partis

Quant à Yacef Saadi⁽¹⁾, il semble avoir totalement oublié les circonstances de cette affaire qui, pourtant, était de son ressort. En outre, il porte sur des militants d'origine communiste des jugements bien sommaires et bien négatifs, sans aucune base objective. Par exemple, il affirme qu'Iveton a été arrêté sur une dénonciation qui, dit-il, « ne pouvait provenir que de son propre entourage », alors que c'est le tic-tac du réveil utilisé pour régler la bombe qui l'a dénoncé. Par ailleurs, le FLN nous a vivement reproché l'attitude du PCA qui relatait l'attentat d'Iveton comme celui d'un militant communiste, alors qu'il appartenait au FLN lorsqu'il l'a commis. Le reproche était justifié, mais nous n'en étions pas responsables.

Revenons-en aux faits : j'étais en contact avec M'Hamed Hachelaf, dont la bonhomie souriante était bien agréable et sécurisante. A signaler que ni lui, ni Iveton n'avaient été gênés de ce que leur contact soit une femme. C'est lui qui m'a mise en rapport avec Iveton, ouvrier-tourneur à l'E.G.F. Leur objectif, clairement exprimé, était de placer des bombes sous des tuyaux, à un endroit choisi pour que les dégâts empêchent l'usine de fonctionner, privant ainsi Alger d'électricité. Il n'a jamais été question, contrairement à ce qu'affirme Yacef Saadi, de faire sauter le réservoir de gaz ; la déflagration aurait détruit tout le quartier à l'entour, dont la population était essentiellement musulmane. Bien au contraire, l'objectif était un sabotage purement matériel, et Iveton a exprimé à deux reprises son souci de ne tuer personne. Il a demandé que les bombes soient réglées pour exploser après la sortie des ouvriers à dix-huit heures, en fonction de quoi un premier réglage avait été prévu pour dix-huit heures trente. Iveton a jugé que la marge était insuffisante, au cas où des ouvriers s'attarderaient pour des raisons imprévisibles. Et il a demandé que les bombes soient réglées pour exploser à dix-neuf heures trente. Les responsables FLN avaient accepté le projet de sabotage tel qu'Iveton l'avait présenté. Son scrupule concernant l'heure du réglage n'a pas pu leur échapper non plus, puisque l'opération en a été retardée de quelques jours. J'ai donc rencontré plusieurs fois, et seulement en cette occasion, Abderrahmane Taleb, qui devait me remettre les bombes et procéder à leur réglage. Il n'a témoigné aucune haine de ce con

meuse, et qu'il a déploré, sans le formuler et sans pour-
tant, la méfiance et les exigences excessives du FLN à
l'égard de cet homme, placé au cœur des événements,
mais restant ouvert et chaleureux, qui m'a frappée
d'abord. Impression largement confirmée au fil des événe-
ments qui se sont bousculés. Il nous a toujours fait confiance, sans
restriction, et nous n'en avons jamais démerité. Quand
il a été arrêté, une rencontre devait avoir lieu le jour même
avec le PCA pour régler des problèmes pendants. Djilali
a précisé le lieu et de l'heure de la rencontre, puisque c'est lui
qui avait transmis. Tewfik, que je venais d'avertir de l'arresta-
tion de Djilali m'a dit qu'il était sûr que Djilali garderait le secret,
sans raison. Autre preuve de confiance : il m'a permis d'aller
chez le Djamil, recherchée et planquée chez lui, sachant que
je prendrais les précautions nécessaires et que je n'en parlerais
rien à l'arrestation. De taille moyenne, mince, une moustache,
un regard chaleureux, simple et avenant, il inspirait une
confiance immédiate. Il était de Dellys, et faisait partie d'une de
ces unités de fer de lance de la Révolution, où tout le monde mili-
tait et mourait sous la torture pour avoir refusé de parler.

Iveton

En octobre que le groupe du Ruisseau a étudié le projet
de l'usine à gaz du Hamma, proposé par Fernand Iveton
et demandé le matériel nécessaire. Je dois à la mémoire
de Fernand Iveton de faire le point sur cette action dans laquelle j'ai été
impliquée et qui a suscité une floraison d'affirmations
dans les journaux et les publications plus ou moins
sérieuses, comme « Histoire », les écrits de Courrière, etc.
Par contre, a fait l'effort de bien s'informer et de rappor-
ter honnêtement. Le personnage de Fernand Iveton, héros
clairvoyant, méritait une étude. Mais je déplore, dans
la vie et la mort de cet homme, imprégné d'un
communisme qui l'a conduit à la lutte anti-colonialiste et à
au FLN, aient été utilisées pour faire le procès des partis
français et algérien, sans parler du parti socialiste⁽¹⁾.

Luc Einaudi. *Pour l'exemple. L'affaire Fernand Iveton. Enquête.* Paris,
1986.

Quant à Yacef Saadi⁽¹⁾, il semble avoir totalement oublié les cir-
constances de cette affaire qui, pourtant, était de son ressort. En
outre, il porte sur des militants d'origine communiste des juge-
ments bien sommaires et bien négatifs, sans aucune base objec-
tive. Par exemple, il affirme qu'Iveton a été arrêté sur une dénon-
ciation qui, dit-il, « ne pouvait provenir que de son propre entou-
rage », alors que c'est le tic-tac du réveil utilisé pour régler la
bombe qui l'a dénoncé. Par ailleurs, le FLN nous a vivement
reproché l'attitude du PCA qui relatait l'attentat d'Iveton comme
celui d'un militant communiste, alors qu'il appartenait au FLN lors-
qu'il l'a commis. Le reproche était justifié, mais nous n'en étions
pas responsables.

Revenons-en aux faits : j'étais en contact avec M'Hamed
Hachelaf, dont la bonhomie souriante était bien agréable et sécu-
rissante. A signaler que ni lui, ni Iveton n'avaient été gênés de ce
que leur contact soit une femme. C'est lui qui m'a mise en rapport
avec Iveton, ouvrier-tourneur à l'E.G.F. Leur objectif, clairement
exprimé, était de placer des bombes sous des tuyaux, à un endroit
choisi pour que les dégâts empêchent l'usine de fonctionner, pri-
vant ainsi Alger d'électricité. Il n'a jamais été question, contraire-
ment à ce qu'affirme Yacef Saadi, de faire sauter le réservoir de
gaz ; la déflagration aurait détruit tout le quartier à l'entour, dont
la population était essentiellement musulmane. Bien au contraire,
l'objectif était un sabotage purement matériel, et Iveton a exprimé
à deux reprises son souci de ne tuer personne. Il a demandé que
les bombes soient réglées pour exploser après la sortie des ouvriers
à dix-huit heures, en fonction de quoi un premier réglage avait été
prévu pour dix-huit heures trente. Iveton a jugé que la marge était
insuffisante, au cas où des ouvriers s'attarderaient pour des raisons
imprévisibles. Et il a demandé que les bombes soient réglées pour
exploser à dix-neuf heures trente. Les responsables FLN avaient
accepté le projet de sabotage tel qu'Iveton l'avait présenté. Son
scrupule concernant l'heure du réglage n'a pas pu leur échapper
non plus, puisque l'opération en a été retardée de quelques jours.
J'ai donc rencontré plusieurs fois, et seulement en cette occasion,
Abderrahmane Taleb, qui devait me remettre les bombes et pro-
céder à leur réglage. Il n'a témoigné aucune humeur de ce con-

(1) Yacef Saadi. « La bataille d'Alger. I. L'embrasement. » Editions E.T.C., 1982.
Avec la collaboration de Hocine Mézali.

tretemps, qui pourtant multipliait les risques. Je rencontrais Taleb devant l'Opéra (devenu T.N.A.), à côté de la Casbah. Il portait toujours un imperméable beige, des lunettes de vue, il était assez réservé, il avait l'air d'un étudiant (il l'était d'ailleurs, mais je ne le savais pas). Quant au réglage final des bombes, Taleb l'a effectué devant moi, sur la table de la salle à manger d'un couple d'Européens que je ne connaissais pas, à Hussein-Dey. Les bombes étaient assez volumineuses, de la taille d'une grande boîte à chaussures, et munies d'un réveil rond, d'un modèle courant, mais bruyant.

J'avais rendez-vous avec Iveton au Ravin de la Femme Sauvage, à treize heures, avant qu'il reprenne son travail. Il a essayé de mettre les bombes dans sa musette, mais elles étaient trop grosses, et il n'a pu en prendre qu'une seule. Contrairement à ce qu'on a dit, il en avait bien demandé deux, ignorant leur taille. Il était tout à fait naturel et détendu, et nous avons bavardé comme de vieux amis. Je l'ai accompagné à l'E.G.F., pas trop près, pour qu'on ne me voie pas. Et je ne l'ai jamais revu.

Le soir, Iveton avait rendez-vous à la sortie du travail avec Yahia Briki qui devait le planquer en attendant qu'il puisse partir au maquis. Il était évident que, étant connu comme communiste, les soupçons se porteraient sur lui dès l'explosion de la bombe. En arrivant à l'usine, il avait mis sa musette dans un placard. Un contre-maître qui se méfiait de lui et qui le surveillait, a entendu le tic-tac du réveil et a prévenu la police. Iveton a été atrocement torturé, d'autant plus qu'on avait retrouvé sur lui les papiers où Taleb avait noté l'heure d'explosion de chaque bombe; il était donc urgent de le faire parler pour retrouver la seconde bombe avant qu'elle n'explose. Il a dit que c'était une femme blonde en deux-cheveux qui lui avait donné la bombe, alors que j'avais les cheveux noirs et qu'il aurait été facile de retrouver ma vieille Dyna-Panhard bleue, cabossée et immatriculée à Oran. Il n'a pas parlé non plus de Yahia, et n'a pas révélé le lieu ni l'heure du rendez-vous. Nous n'avons donc pas été inquiétés, ni l'un, ni l'autre. Et il a attendu que chacun ait eu le temps de se planquer avant de lâcher le nom d'un ou deux militants.

Restait la deuxième bombe, et j'en étais bien embarrassée. Je suis donc allée retrouver Djilali, Yahia et Farrugia pour la leur remettre. Après avoir renoncé à la désamorcer, solution dange-

reuse et inefficace, ils avaient déterminé un objectif spectaculaire et inoffensif (les charbonnages). Mais Farrugia, chargé de la mission, en passant près du commissariat de police, a décidé de déposer dans un des camions de transport des C.R.S., stationné sur la rampe Chassériau. Avec son sang-froid habituel, il s'arrêta quand ainsi la circulation, descendit tranquillement et la bombe dans un car, sous une banquette, avant de remonter en voiture. Il était accompagné d'un autre militant qui n'a jamais été arrêté. Cette bombe a été découverte le lendemain matin, elle n'avait pas explosé. De telles défaillances techniques étaient alors fréquentes. Ce qui a permis de constater que Taleb avait baptisé l'une de ses bombes Betty (prénom d'une des sœurs d'Henri Maillot) et l'autre Jacqueline. Du moins, c'est ce que les policiers m'ont dit, mais je n'ai pas vu de mes propres yeux. Pratique contestable, certes, mais d'une part elles étaient censées exploser sans révéler leur identité, d'autre part ceux qui risquent leur vie dans chacun de leurs actes ont bien le droit d'en plaisanter.

La thèse selon laquelle Iveton était un tueur a été soigneusement cultivée et brandie par la police et la justice, en toute mauvaise foi. Ils n'ont pas tenu compte des déclarations que j'ai faites quand j'ai été arrêtée, en janvier 1957. Je n'ai jamais été confrontée avec Iveton, dont on aurait dû réviser le procès. Le Président Coty n'en a pas davantage tenu compte et n'a pas hésité, finalement, à prendre la décision inique de l'exécuter pour une faute de tentative de sabotage dénuée de toute intention homicide.

Il est mort le 2 février 1957 pour que l'Algérie soit indépendante, et il l'a encore proclamé sur la guillotine. Il a été exécuté avec Mohamed Ouennouri et Mohamed Lakhmèche.

Tous ces frères de lutte, je les ai connus, beaucoup ou peu, selon les circonstances, mais une cause, un combat, un enjeu commun, le danger partagé, scellent des rapports humains de qualité et d'une densité particulières.

L'arrestation

Avec le développement de la « Bataille d'Alger », la passivité des pouvoirs aux militaires, notamment aux parachutistes, avec les rafles systématiques et l'utilisation intensive de la torture, les arrestations se multipliaient.